**CONVENTION POUR LA SAUVEGARDE DU**  
**PATRIMOINE CULTUREL IMMATÉRIEL**

**COMITÉ INTERGOUVERNEMENTAL DE**  
**SAUVEGARDE DU PATRIMOINE CULTUREL IMMATÉRIEL**

**Dix-neuvième session**

**Asunción, République du Paraguay**

**2 – 7 décembre 2024**

**Point 15 de l’ordre du jour provisoire :**

**Nombre de dossiers soumis pour les cycles 2024 et 2025 et**

**nombre de dossiers pouvant être traités pour les cycles 2026 et 2027**

|  |
| --- |
| **Résumé**  Afin de gérer les mécanismes d’inscription sur les Listes de la Convention, le Comité doit déterminer le nombre de dossiers à traiter au cours des deux cycles suivants et ce, deux ans à l’avance. Ce document a) donne un aperçu des dossiers soumis pour les cycles 2024 et 2025 et b) propose un plan pour les cycles 2026 et 2027.  **Décision requise :** paragraphe 18 |

#### Contexte

1. À l’issue de la réflexion globale sur les mécanismes d’inscription sur les Listes de la Convention (2018-2022), le système concernant le nombre de dossiers de candidature pouvant être inclus dans un cycle et les priorités de sélection de ces dossiers sont énoncés aux paragraphes 33 et 34 des Directives opérationnelles de la Convention, telles qu’amendées en dernier lieu par la neuvième session de l’Assemblée générale en juin 2022 (Résolution [9.GA 9](https://ich.unesco.org/fr/Decisions/9.GA/9)). Les dispositions suivantes ont été appliquées pour les cycles 2024 et 2025 :
   1. Le paragraphe 33 stipule que : « Le Comité détermine deux ans à l’avance, selon les ressources disponibles et ses capacités, le nombre de dossiers qui pourront être traités au cours des deux cycles suivants qui, au total, est fixé à un maximum de soixante » ; et
   2. Le paragraphe 34 établit les priorités de sélection de ces dossiers comme suit :

|  |
| --- |
| priorité (0) - dossiers provenant d’États n’ayant aucun dossier traité au cours du cycle précédent ;  priorité (i) - dossiers provenant d’États n’ayant pas d’éléments inscrits, de meilleures pratiques de sauvegarde sélectionnées et aux candidatures à la Liste du patrimoine culturel immatériel nécessitant une sauvegarde urgente ;  priorité (ii) - dossiers multinationaux ; et  priorité (iii) - dossiers provenant d’États ayant le moins d’éléments inscrits et de meilleures pratiques de sauvegarde sélectionnées par rapport aux autres États soumissionnaires au cours du même cycle.  Dans le cas où ils soumettent plusieurs dossiers pour un même cycle, les États soumissionnaires indiquent l’ordre de priorité dans lequel ils souhaitent voir leurs dossiers examinés et sont invités à donner la priorité à la Liste du patrimoine culturel immatériel nécessitant une sauvegarde urgente. |

1. Le présent document fait état du nombre de dossiers soumis pour les cycles 2024 et 2025 avec une analyse de la situation pour ces deux cycles (section A), en réponse à la demande faite au Secrétariat de faire état du nombre de dossiers soumis pour ces cycles et de son expérience dans l’application des Directives opérationnelles et des décisions des sessions précédentes (en dernier lieu la Décision [17.COM 15](https://ich.unesco.org/fr/decisions/17.COM/15)). Sur la base de cette expérience, le document propose un nombre total de dossiers pouvant être traités pour les cycles 2026 et 2027 (section B).

#### Rapports sur les cycles passés

1. Les cycles 2024 et 2025 ont été les premiers cycles de candidature lors desquels les résultats de la réflexion globale sur les mécanismes d’inscription sur les Listes de la Convention (2018-2022) ont pris pleinement effet. Outre les paragraphes 33 et 34 amendés des Directives opérationnelles mentionnés ci-dessus, d’autres résultats du processus de réflexion globale mis en œuvre à partir du cycle 2024 comprenaient a) la mise en œuvre des formulaires révisés, simplifiés ou nouvellement créés pour les candidatures, les propositions et les demandes, b) les ajustements initiaux apportés aux critères de sélection du Registre de bonnes pratiques de sauvegarde, c) les procédures nouvellement établies sur le transfert d’éléments entre les Listes de la Convention ou l’inscription sur une base élargie ou réduite, et sur le retrait d’un élément de l’une des Listes et un mécanisme de suivi pour un élément actuellement inscrit, et d) la répartition ajustée des tâches entre le Comité et son Bureau en ce qui concerne l’examen de l’assistance internationale.
2. Le Comité a demandé que les dossiers suivants soient inclus au-dessus du plafond annuel pour les cycles 2024 et 2025 (Décision [17.COM 15](https://ich.unesco.org/fr/decisions/17.COM/15) paragraphe 4) : les demandes de transfert de la Liste représentative à la Liste de sauvegarde urgente et inversement, l’inclusion au Registre de bonnes pratiques de sauvegarde des expériences de sauvegarde réussies résultant d’un transfert de la Liste de sauvegarde urgente à la Liste représentative, les inscriptions sur une base élargie ou réduite, ainsi que le suivi des éléments inscrits.
3. En outre, sur la base de l’expérience des cycles 2021 et 2022, au cours desquels certains dossiers multinationaux n’ont pas pu être traités, le Comité a décidé que, au cas où l’inclusion de tous les dossiers multinationaux dans les cycles 2024 ou 2025 porterait le nombre de dossiers à traiter à plus de soixante, la priorité serait donnée, au sein des dossiers multinationaux, (a) aux dossiers multinationaux avec au moins un État soumissionnaire qui n’a pas d’élément national inscrit ; et (b) aux dossiers multinationaux comportant le moins d’éléments inscrits par État soumissionnaire concerné, en tenant compte du fait que les groupes d’États soumissionnaires qui ont soumis plus d’un dossier multinational au cours d’un cycle donné peuvent être invités à choisir lequel de leurs dossiers multinationaux doit être pris en considération (Décision [17.COM 15](https://ich.unesco.org/fr/decisions/17.COM/15), paragraphe 7).

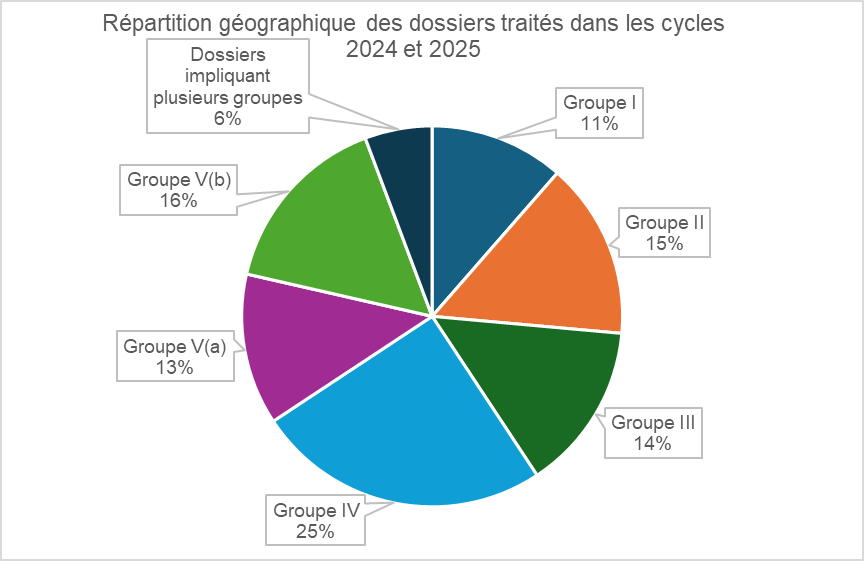
#### Rapport sur le cycle 2024

1. À la date limite statutaire du 31 mars 2023, 74 candidatures ont été reçues par le Secrétariat. En outre, les dossiers en attente du cycle 2023 et ceux des cycles précédents qui n’ont pas été traités auparavant en raison du plafond établi (appelés « dossiers en attente ») ont été pris en considération. Pour le cycle 2024, un total de **soixante et onze dossiers** a pu être traité[[1]](#footnote-1) comme suit :
   1. Soixante et un dossiers ont été inclus dans le plafond annuel (dont trois dossiers pour la Liste de sauvegarde urgente, cinquante-cinq pour la Liste représentative et trois pour le Registre de bonnes pratiques de sauvegarde). Ce nombre comprend tous les dossiers relevant des priorités (0) et (i), des douze dossiers multinationaux reçus au titre de la priorité (ii) et des neuf dossiers relevant de la priorité (iii). Dans le cadre de la priorité (0), trente et un États ayant un ou plusieurs éléments déjà inscrits sur les Listes et n’ayant pas de dossier dans le cycle 2023 (à l’exclusion des dossiers multinationaux) ont pu voir leur dossier inclus. Neuf États ayant un ou plusieurs éléments inscrits n’ont pas pu voir leurs dossiers « nationaux » traités dans le cadre de la priorité (iii).
   2. Dix dossiers ont été traités en dehors du plafond annuel, soit six candidatures à la Liste représentative sur une base élargie et quatre demandes de transfert d’un élément de la Liste de sauvegarde urgente à la Liste représentative.

#### Rapport sur le cycle 2025

1. Pour le cycle 2025, un nombre encore plus élevé de 120 dossiers a été reçu, en plus de vingt-deux « dossiers en attente ». Au total, **soixante-neuf dossiers** ont pu être traités dans le cadre de ce cycle[[2]](#footnote-2), comme suit :
   1. Soixante dossiers ont pu être traités dans le cadre du plafond annuel (soit quarante-huit dossiers pour la Liste représentative, onze pour la Liste de sauvegarde urgente et un pour le Registre de bonnes pratiques de sauvegarde). Ce nombre comprend tous les dossiers relevant des priorités (0) et (i), ainsi que cinq dossiers multinationaux reçus au titre de la priorité (ii), tous comprenant un État n’ayant pas d’élément inscrit (à l’exclusion des inscriptions multinationales) et aucun dossier relevant de la priorité (0) ou (i) dans le même cycle. En raison du nombre exceptionnellement élevé (48) de dossiers relevant de la priorité (0) dans le cycle 2025, treize candidatures multinationales n’ont pas pu être traitées, car elles auraient largement dépassé le plafond annuel. L’identification des dix-huit dossiers reçus au titre de la priorité (ii) s’est faite conformément au système de priorité établi pour les dossiers multinationaux par la Décision [17.COM 15](https://ich.unesco.org/fr/decisions/17.COM/15). Enfin, vingt-cinq États ayant un ou plusieurs éléments inscrits n’ont pas pu voir leurs dossiers relevant de la priorité (iii) inclus et seront donc considérés relevant de la priorité (0) pour le cycle 2026.
   2. En outre, neuf dossiers ont été traités en dehors du plafond annuel : sept candidatures à la Liste représentative sur une base élargie et deux demandes de transfert d’un élément de la Liste de sauvegarde urgente à la Liste représentative.

#### Tendances concernant les cycles récents

1. **Observations générales**. Au total, 140 dossiers provenant de 119 États (65 % de l’ensemble des États parties) ont été traités au cours des cycles 2024 et 2025, dont cinq ont été retirés par les États soumissionnaires concernés au cours de la vérification de complétude technique des dossiers. Il s’agit du nombre le plus élevé de dossiers traités sur un exercice biennal depuis l’introduction d’un plafond annuel, en partie en raison des dossiers traités en dehors du plafond annuel. La répartition géographique équilibrée de ces dossiers, illustrée ci-dessous, démontre les capacités et l’engagement croissants des États parties dans toutes les régions :
2. **Dossiers multinationaux**. Sur les 730 éléments figurant sur les Listes de la Convention, 85 éléments multinationaux (12 % de l’ensemble des inscriptions) impliquant 103 États parties ont été inscrits ; plus de la moitié de ces inscriptions (44 éléments) a eu lieu depuis le cycle 2020, démontrant une tendance continue d’un nombre élevé de candidatures multinationales. Cela peut être considéré comme un succès pour la Convention, en tant que catalyseur de la coopération internationale entre les États et les communautés. Cependant, si toutes les régions contribuent à l’augmentation du nombre d’inscriptions multinationales, il existe une disparité entre les régions[[3]](#footnote-3) : Groupe I (37 inscriptions multinationales), groupe II (33), groupe III (9), groupe IV (24), groupe Va (8), groupe Vb (18). En outre, dix États (quatre du groupe I, un du groupe II, trois du groupe IV, deux du groupe V(b) ont entre huit et treize inscriptions multinationales. Une forte augmentation du nombre de dossiers multinationaux soumis a été observée lors du cycle 2020 (16 dossiers contre 14 dossiers lors des cycles 2017, 2018 et 2019 combinés). Depuis lors, le nombre de nouveaux dossiers multinationaux soumis s’est stabilisé à ce niveau élevé (quatorze dossiers par an en moyenne), avec un pic de dix-huit dossiers multinationaux soumis pour le cycle 2025, sans compter les sept demandes d’extension.
3. Comme cela a été observé pour les cycles 2021 et 2022, un certain nombre (13) de dossiers multinationaux qui correspondent à la priorité (ii) n’ont pas pu être inclus dans le cycle 2025, notamment en raison du nombre élevé combiné de dossiers relevant de la priorité (0) et de dossiers multinationaux soumis pour ce cycle. Cela soulève la question de l’établissement de priorités parmi ces candidatures multinationales, en particulier lorsque ces candidatures ne peuvent pas être traitées lors de leur cycle initial de soumission et risquent de rester dans « les dossiers en attente » pendant plus d’un cycle. S’appuyant sur ses décisions précédentes, le Comité pourrait souhaiter encourager les États parties à s’abstenir de soumettre plusieurs dossiers au cours du même cycle et à soumettre des candidatures multinationales impliquant des États parties n’ayant pas d’élément inscrit, afin de permettre une meilleure représentativité des Listes.
4. **Dossiers traités en dehors du plafond annuel**. Les cycles 2024 et 2025 ont vu la présentation de la première « récolte » de demandes traitées en dehors du plafond annuel. Sur l’ensemble des deux cycles, dix-neuf dossiers de ce type ont été traités, dont (a) neuf extensions au niveau international, (b) trois extensions au niveau national, (c) une demande combinant une extension au niveau international et une extension au niveau national, ainsi que (d) six demandes de transfert d’éléments déjà inscrits sur la Liste de sauvegarde urgente vers la Liste représentative. Si cette tendance se poursuit ou s’amplifie, le traitement de ces dossiers au-delà du plafond annuel pourrait devenir une source de préoccupation en termes de charge de travail.

#### Propositions pour les cycles 2026 et 2027

1. Les cycles de candidature 2026 et 2027 seront établis conformément aux paragraphes 33 et 34 des Directives opérationnelles, et à la décision qui sera adoptée par le Comité au titre du présent point. Suivant l’approche adoptée pour les deux cycles précédents, le Comité pourrait souhaiter demander au Secrétariat d’inclure à nouveau « à un maximum de soixante » dossiers par cycle comme stipulé au paragraphe 33 des Directives opérationnelles. Ce faisant, le Secrétariat veille à ce que tous les dossiers relevant de la priorité (0) soient inclus.
2. Sur la base de l’expérience la plus récente du cycle 2025, au cours duquel certains dossiers multinationaux n’ont pas pu être traités, le système de priorité suivant pourrait être envisagé au sein des dossiers multinationaux au cas où l’inclusion de tous les dossiers multinationaux dans les cycles 2026 ou 2027 porterait le nombre de dossiers à traiter à plus de soixante :
   1. dossiers multinationaux qui n’ont pas pu être traités lors du cycle précédent ;
   2. dossiers multinationaux avec au moins un État soumissionnaire n’ayant pas d’élément inscrit (à l’exclusion des inscriptions par le biais de candidatures multinationales) et aucun autre dossier inclus dans le même cycle ;
   3. dossiers multinationaux ayant le moins d’éléments inscrits par un État soumissionnaire concerné. Si nécessaire, les groupes d’États soumissionnaires ayant soumis plus d’un dossier multinational au cours d’un cycle donné seront invités à choisir lequel de leurs dossiers multinationaux doit être pris en considération.
3. Afin d’assurer une bonne gestion des candidatures multinationales, le Comité pourrait souhaiter :
   * + - 1. envisager que les États parties puissent indiquer un dossier multinational comme relevant de la « priorité (0) » pour les cycles 2026 et 2027 ;
         2. décider spécifiquement pour ce prochain cycle que les dossiers multinationaux qui n’ont pas pu être traités lors du cycle précédent soient inclus dans le cycle 2026, tout en demandant aux groupes d’États soumissionnaires qui ont soumis plus d’un dossier multinational de choisir lequel de leurs dossiers multinationaux devrait être pris en considération, en gardant à l’esprit le plafond annuel de dossiers.
4. En outre, alors que seize États ont déjà pu bénéficier de la simplification de la procédure d’extension des éléments inscrits et de transfert des éléments inscrits d’une Liste à l’autre, il est proposé de maintenir la possibilité pour ces dossiers d’être traités en dehors du plafond annuel. Aux fins des cycles 2026 et 2027, les demandes et procédures suivantes continueraient d’être traitées en dehors du plafond annuel :
5. Les demandes de transfert d’un élément de la Liste représentative à la Liste de sauvegarde urgente (paragraphe 54 des Directives opérationnelles) ;
6. Dans le cadre d’un transfert d’un élément de la Liste de sauvegarde urgente à la Liste représentative, l’inclusion au Registre de bonnes pratiques de sauvegarde de l’expérience de sauvegarde réussie décrite dans la demande de transfert (paragraphe 39.3 des Directives opérationnelles) ;
7. Les procédures de suivi des éléments inscrits sur les Listes de la Convention (paragraphes 40.2 et 40.3 des Directives opérationnelles) ;
8. À titre expérimental, les demandes de transfert d’un élément de la Liste de sauvegarde urgente à la Liste représentative et les demandes d’inscription sur une base élargie ou réduite.
9. Avec les dispositions proposées ci-dessus, il est prévu qu’environ quatre-vingts dossiers pourraient être traités pour chacun des cycles 2026 et 2027. Cela représente une augmentation potentielle de 34 % par rapport aux cycles 2022 et 2023 et donc une charge de travail accrue pour le Comité, l’Organe d’évaluation et le Secrétariat.
10. Compte tenu de la sous-utilisation du Registre de bonnes pratiques de sauvegarde par les États parties (3 % de l’ensemble des dossiers traités au cours des cycles 2024 et 2025), les organes directeurs de la Convention ont récemment pris plusieurs mesures[[4]](#footnote-4), dans le cadre de la réflexion globale sur les mécanismes d’inscription sur les listes et de la réflexion sur une mise en œuvre plus large de l’article 18, afin d’améliorer encore l’accès au Registre et d’en accroître la visibilité. Il est peut-être prématuré d’évaluer l’efficacité de ces mesures, car plusieurs d’entre elles n’ont pas encore été pleinement appliquées. Toutefois, en plus d’encourager la soumission de propositions au Registre de bonnes pratiques de sauvegarde, le Comité pourrait souhaiter souligner la nécessité de surveiller les mesures susmentionnées et éventuellement de discuter d’autres moyens de promouvoir le Registre, comme l’introduction d’un quota spécifique dans le cadre du plafond annuel, en gardant à l’esprit l’impact potentiel d’un tel quota sur les autres niveaux de priorité.
11. Le Comité pourrait souhaiter adopter la décision suivante :

PROJET DE DÉCISION 19.COM 15

Le Comité,

1. Ayant examiné le document LHE/24/19.COM/15,
2. Rappelant les paragraphes pertinents des Directives opérationnelles concernant les procédures de candidature, la décision [17.COM 15](https://ich.unesco.org/fr/decisions/17.COM/15) et les [résolutions 9.GA 9](https://ich.unesco.org/fr/Decisions/9.GA/9) et [10.GA 7](https://ich.unesco.org/fr/decisions/10.GA/7),
3. Prend note que le nombre de dossiers traités pour le cycle 2024 est de soixante et onze (soixante et un dossiers dans les limites du plafond annuel et dix dossiers en dehors) et que, pour le cycle 2025, soixante-neuf dossiers sont traités (soixante dossiers dans les limites du plafond annuel et neuf dossiers en dehors) ;
4. Décide que, pour les cycles 2026 et 2027, le nombre de candidatures à la Liste du patrimoine culturel immatériel nécessitant une sauvegarde urgente et à la Liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l’humanité, de propositions de programmes, projets et activités qui reflètent le mieux les principes et objectifs de la Convention qui peuvent être traitées est fixé à un maximum de soixante par cycle ;
5. Décide en outre que le Secrétariat peut faire preuve d’une certaine flexibilité si cela permet une plus grande équité entre les États soumissionnaires ayant une priorité égale en vertu du paragraphe 34 des Directives opérationnelles ;
6. Considère que les États soumissionnaires peuvent indiquer des dossiers multinationaux comme leurs dossiers prioritaires au titre de la priorité (0) pour les cycles 2026 et 2027, et demande que, au sein des dossiers multinationaux au titre de la priorité (ii), la priorité soit accordée aux :

* dossiers multinationaux qui n’ont pas pu être traités lors du cycle précédent ;
* dossiers multinationaux avec au moins un État soumissionnaire n’ayant pas d’élément inscrit (à l’exclusion des inscriptions par le biais de candidatures multinationales) et aucun autre dossier inclus dans le même cycle ;
* dossiers multinationaux ayant le moins d’éléments inscrits par État soumissionnaire concerné, en tenant compte du fait que les groupes d’États soumissionnaires ayant soumis plus d’un dossier multinational au cours d’un cycle donné peuvent être invités à choisir lequel de leurs dossiers multinationaux doit être pris en considération.

1. Décide également d’inclure dans le cycle 2026 les dossiers multinationaux qui n’ont pas pu être traités lors du cycle précédent, tout en demandant aux groupes d’États soumissionnaires qui ont soumis plus d’un dossier multinational de choisir lequel de leurs dossiers multinationaux devrait être pris en considération, en tenant compte du plafond annuel de dossiers ;
2. Invite les États parties à tenir compte de la présente décision et de la situation actuelle concernant les dossiers multinationaux lors de la soumission des dossiers pour les cycles 2026 et 2027 et à faire preuve de retenue pour ne pas soumettre plusieurs dossiers multinationaux dans le même cycle afin de permettre une meilleure représentativité des Listes, et demande au Secrétariat de continuer à suivre les tendances concernant l’inclusion de candidatures multinationales dans les cycles de candidatures futurs ;
3. Prend note en outre que, pour les cycles 2026 et 2027, les demandes de transfert d’éléments d’une Liste à l’autre, l’inclusion au Registre de bonnes pratiques de sauvegarde de l’expérience de sauvegarde réussie résultant d’un transfert de la Liste de sauvegarde urgente à la Liste représentative, les demandes d’inscription sur une base élargie ou réduite, et le suivi des éléments inscrits, seront traités en dehors du plafond annuel ;
4. Note la sous-utilisation du Registre de bonnes pratiques de sauvegarde, encourage les États parties à envisager de soumettre des propositions au Registre de bonnes pratiques de sauvegarde et demande au Secrétariat de continuer à suivre les tendances concernant le traitement des propositions au Registre de bonnes pratiques de sauvegarde tout en rendant opérationnelle la plateforme en ligne actuellement en cours de création pour une mise en œuvre plus large de l’article 18 ;
5. Demande en outre que le Secrétariat lui fasse rapport sur le nombre de dossiers soumis pour les cycles 2026 et 2027, sur son expérience dans l’application des Directives opérationnelles et de la présente décision lors de sa vingt et unième session en 2026, en particulier en ce qui concerne les candidatures multinationales et les propositions au Registre de bonnes pratiques de sauvegarde, et sur son expérience en matière de traitement des demandes au-delà du plafond annuel.

1. Quatre des soixante et onze dossiers ont été retirés par les États soumissionnaires concernés au cours de la vérification de complétude technique de la candidature. La liste des dossiers pour le [cycle 2024](https://ich.unesco.org/fr/files-2024-under-process-01303) figure sur une page Internet dédiée de la Convention. [↑](#footnote-ref-1)
2. Un des soixante-neuf dossiers a été retiré par l’État soumissionnaire concerné au cours de la vérification de complétude technique de la candidature. La liste des dossiers pour le [cycle 2025](https://ich.unesco.org/fr/submitting-states-and-priorities-2025-01348) figure sur une page Internet dédiée de la Convention. [↑](#footnote-ref-2)
3. Vingt inscriptions multinationales concernent des États appartenant à plusieurs groupes électoraux. Ils sont comptabilisés dans chacun des groupes électoraux concernés. [↑](#footnote-ref-3)
4. Les mesures comprennent (a) la possibilité d’inclure les expériences de sauvegarde réussies dans le Registre de bonnes pratiques de sauvegarde dans le cadre d’un transfert (paragraphe 39.3 des Directives opérationnelles), (b) la simplification des critères de sélection (paragraphe 7 des Directives opérationnelles), (c) l’opérationnalisation du Registre grâce à de meilleures connexions avec d’autres mécanismes (assistance internationale, rapports périodiques) ou (d) la mise en place d’une plateforme en ligne modérée pour partager les bonnes expériences de sauvegarde (voir le document [LHE/24/19.COM/10](https://ich.unesco.org/doc/src/LHE-24-19.COM-10_FR.docx)). [↑](#footnote-ref-4)